



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un enseignant sur trois en grève dans les écoles primaires le 26 janvier

Demain, mardi 26 janvier 2016, c'est près d'un enseignant sur trois, soit plus de 100 000 professeurs des écoles, qui sera en grève pour la revalorisation de leurs salaires bloqués depuis 6 ans.

A quelques jours du rendez-vous salarial dans la Fonction publique pour le dégel du point d'indice mais aussi des discussions dans l'Éducation nationale sur l'ISAE (indemnité de suivi et d'accompagnement des élèves dans le premier degré), les enseignants du primaire souhaitent que la balance penche du côté d'une hausse significative de leurs salaires.

Pour l'heure, rien n'est encore gagné :

- ❖ Dans la Fonction publique, la ministre Marylise Lebranchu continue d'entretenir le flou sur un éventuel dégel des salaires. Dans le journal *Les Échos* du 14 février, elle déclarait encore au sujet de l'augmentation du point d'indice : « *C'est une possibilité* ». Mais en prenant soin d'ajouter : « *On verra en fonction de la croissance, mais aussi des dépenses supplémentaires* ». Or, le sujet ne peut plus attendre. Depuis 2010, le gel du point d'indice a conduit à une perte moyenne de 190 euros par mois pour un professeur des écoles au 8ème échelon.

- ❖ Dans l'Éducation nationale, la ministre Najat Vallaud-Belkacem n'a toujours pas acté le principe d'égalité de l'indemnité des enseignants du primaire (ISAE à 400 euros par an) avec celle du second degré (ISOE à 1 200 euros par an). Il est temps de mettre fin à cette inégalité et d'enrayer le déclassement salarial des enseignants français du primaire, situés en bas de l'échelle des comparaisons internationales avec par exemple, à qualification égale, 800 euros de moins par mois qu'un enseignant allemand.

Le gouvernement doit donc remettre à niveau les salaires des enseignants. Cela passe par une augmentation significative de la valeur du point d'indice et une ISAE à 1 200 euros par an pour toutes et tous avant la fin du quinquennat.

Paris, le 25 janvier 2016